



FÉDÉRATION ÉTUDIANTE
DE L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Le régime coopératif : la réputation de l'U de S !

Août 2005

Rédaction :

Pierre-Luc Gagnon
Président de la FEUS
Louis-Alexandre Jalbert
Vice-président aux affaires académiques de la FEUS

Correction et mise en pages :

Marlène Martin-Jacques
Suzelle Philibert
Secrétaires de la FEUS

Remerciements :
(pour leur présence aux comités)

Pierre-Luc Ally
Pascale Labelle
François Achim
Ulysse Desranleau-Dandurand
Vicky Guillemette
Karine Laflamme
Jonathan Giroux
David Béliveau
Marjolaine Parent
Simon Geissbuehler
Jacques-Benoît Roberge
Vanessa Guilbault-Houde
Jean-François Morin
Jean-François Morissette

FEUS

2500, boul. de l'Université
Local E1-111
Téléphone : (819) 821-7655
Télécopieur : (819) 562-2324
Courriel : feus@USherbrooke.ca

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières.....	p.3
Introduction.....	p.4
1. Rapport de stage.....	p.5
2. Règle des deux stages.....	p.6
3. Attentes des étudiants.....	p.6
4. Démarches personnelles et frais administratifs.....	p.9
5. La coopération : une incontournable.....	p.9
6. Difficultés d'adaptation ou mauvaise orientation.....	p.12
7. Agencement des sessions.....	p.13
8. Évaluation des coordonnateurs et coordonnatrices... 	p.13
9. Stages à l'étranger.....	p.14
Conclusion.....	p.15
Résumé des recommandations.....	p.16

INTRODUCTION

Pour l'Université de Sherbrooke, le régime coopératif est synonyme de rayonnement. Pour les étudiants collégiaux, c'est l'occasion *rêvée* d'entreprendre des études universitaires stimulantes et payantes leur permettant d'acquérir toute l'expérience pratique nécessaire à l'exercice de leur future profession. Pour les entreprises, petites et grandes, locales et internationales, c'est l'opportunité de profiter des talents des étudiants sherbrookoïses tout en créant des relations d'affaires en raison du flux important des stagiaires voyageant d'un milieu à l'autre. Mais, comme nous pouvons nous en douter, d'autres universités québécoises envisagent de développer des programmes offrant la possibilité de poursuivre des stages en régime coopératif. Ceci laisse prévoir qu'une concurrence pourrait s'installer entre les universités, et encore plus en ce qui concerne le recrutement étudiant que la séduction des entreprises québécoises à la recherche de futurs talents.

La direction du Service des stages et du placement (SSP), qui se dit à l'affût des tendances, a récemment fait produire une étude de recherche marketing dans le but de conserver ses liens avec les entreprises (clients actuels) et d'en créer de nouveaux (clients potentiels)¹. Il faut reconnaître que cette technique placera probablement l'Université de Sherbrooke en tête des universités offrant des stagiaires aux entreprises. Mais une question primordiale pour les étudiants bénéficiant du régime coopératif est de savoir comment le SSP pourra maintenant répondre à leurs besoins de formation. En fait, le régime coopératif est-il conçu pour répondre à ce besoin des étudiants?

Le présent avis ne se veut pas être un retour sur de vieilles lacunes du Service des stages et du placement, mais puisqu'elles persistent, il est évident qu'on ne peut les exclure. Tout en demeurant réalistes, les étudiants en ont ciblé certaines, mais également des points forts qui sont traités dans ce document. Plus précisément, les points abordés sont : l'information circulant à propos du taux de placement, la procédure de placement et les difficultés rencontrées, le rapport de stage, la règle des deux stages, la qualité des stages et l'agencement des sessions.

¹ Source : Rencontre entre le SSP, le vice-recteur à l'enseignement et les étudiants en date du 7 octobre 2004.

1. RAPPORT DE STAGE

À quoi sert mon rapport de stage? Par les années passées, cette question a souvent été posée et reposée. En fait, le rapport de stage, depuis l'année 2003 est reconnu par le ministère comme une activité pédagogique pour les étudiants au régime coopératif. La réussite du rapport de stage étant une activité de trois crédits, nous pensons que les étudiants devraient avoir droit à un retour sur l'évaluation de leur rapport par le coordonnateur sans avoir à en faire la demande, comme cela en est le cas pour tout travail effectué dans le cadre d'une formation de qualité. Toutefois, en ayant clarifié le contenu demandé dans le rapport de stage, le SSP a ainsi répondu aux attentes des étudiants. Comme l'affirme le SSP : « Le rapport est un compte rendu du vécu du stage. Il a pour objectifs d'amener la personne à réfléchir sur le déroulement de son stage, à intégrer les différents éléments qui le composent et à dresser le bilan des acquis professionnels et humains. »²

Bien que tous les étudiants ne soient pas en accord avec cette formule, il s'agit probablement du meilleur moyen d'uniformiser les rapports de stage, quelque soit le domaine d'étude. Toutefois, lors de la présentation de ce changement au conseil d'administration, plusieurs membres avaient insisté sur l'importance de sensibiliser les employeurs au fait que l'étudiant doit pouvoir produire son rapport durant ses heures de stage.³ Le vice-recteur à l'enseignement s'est positionné en disant que le Service des stages et du placement s'était engagé à le faire⁴. Or, il se trouve que plusieurs étudiants n'ont pu disposer de ce temps et on dû écrire leur rapport de stage sans ce temps qui devait leur être accordé. Pour la FEUS, le temps accordé sur les heures de stage était une condition importante à l'acceptation de la modification du règlement des études puisque la nouvelle date de remise faisait perdre plusieurs jours de rédaction aux étudiants. C'est pourquoi :

Recommandation s'adressant au Service des stages et du placement :

La FEUS demande au SSP d'informer davantage les employeurs qui veulent offrir des stages coopératifs qu'ils doivent accorder au stagiaire du temps sur ses heures de travail qui sera affecté à la rédaction du rapport de stage.

² Source : http://www.usherbrooke.ca/ssp/stages/documentation/guide_etu.html

³ Source : procès-verbal du conseil d'administration année 2004, p. 32, CA-2004-04-20-05

⁴ Source : procès-verbal du conseil d'administration année 2004, p. 32, CA-2004-04-20-05

2. RÈGLE DES DEUX STAGES

Il est évident que cette règle, bien que contestée, assure à l'ensemble des étudiants un minimum de stabilité pour la recherche d'un stage. Cependant, il arrive encore que cette règle soit l'objet d'insatisfaction pour quelques stagiaires. En effet, malgré que le règlement 5.3.1 – « Obligation étudiante » mentionne que : « La personne qui désire être relevée de cette obligation (effectuer deux stages consécutifs dans une même entreprise) doit exposer par écrit à la coordonnatrice ou au coordonnateur de stages les motifs de sa demande. » et que « Sauf exception, les motifs invoqués doivent être liés à la pertinence du stage en regard de son programme d'études. », il arrive que des étudiants se retrouvent, bien malgré eux, affectés aux mêmes tâches lors de leur deuxième stage chez l'employeur. Pour un étudiant universitaire, lorsque cette même tâche n'amène pas un nouveau défi au stagiaire, cette situation correspond à déboursier par deux fois les frais d'inscription de 335 \$, inutilement certes, puisque le stage ne représente en rien un défi supplémentaire pour l'étudiant. Ainsi :

Recommandation s'adressant au Service des stages et du placement :

La FEUS demande aux coordonnatrices et aux coordonnateurs du Service des stages et du placement d'être plus vigilants lors de l'application de la règle des deux stages, en évitant à tout prix que des étudiants soient affectés deux fois aux mêmes tâches.

3. ATTENTES DES ÉTUDIANTS

À chaque année, le Service des stages publie avec beaucoup de motivation ses statistiques sur l'organisation des stages au cours de l'année. Ainsi, le Service des stages et du placement est fier d'afficher un taux de placement moyen de 98 % de ses étudiants pour l'année 2003-2004. Il est fort intéressant de se demander : mais, en quoi ces données causent-elles un problème ? En effet, il est assurément profitable au rayonnement de l'Université de Sherbrooke de faire connaître ces statistiques aux partenaires potentiels du SSP ainsi qu'aux cégépiens québécois. Toutefois, le collégien qui choisira d'étudier à l'Université de Sherbrooke à cause du régime coopératif aura foi de se trouver des stages au cours de sa formation avec une confiance de 98 %, ce qui, dans la pratique, semble irréaliste. De plus, nous savons que ces données sont à peu près les mêmes d'année en année.

Tableau 1.⁵

Programmes d'étude offrant le « régime coopératif »	Nombre de diplômés				Ratio Coop/Tous
	Automne 2003		Hiver et été 2004		
	Tous	Coopératif	Tous	Coopératif	
ADMINISTRATION					
BACCALAURÉAT EN ADMINISTRATION DES AFFAIRES	256	225	78	49	82.0%
SCIENCES					
BACCALAURÉAT EN INFORMATIQUE	15	6	113	96	79.7%
BACCALAURÉAT EN INFORMATIQUE DE GESTION	6	6	48	46	96.3%
BACCALAURÉAT EN MATHÉMATIQUES	2	1	16	11	66.7%
BACCALAURÉAT EN PHYSIQUE	1	1	12	8	69.2%
BACCALAURÉAT EN BIOTECHNOLOGIE	3	0	16	14	73.7%
BACCALAURÉAT EN MICROBIOLOGIE	2	0	5	4	57.1%
BACCALAURÉAT EN BIOCHIMIE	13	12	3	1	81.3%
BACCALAURÉAT EN BIOLOGIE	3	1	60	40	65.1%
BACCALAURÉAT EN CHIMIE			24	23	95.8%
GÉNIE					
BACCALAURÉAT EN GÉNIE CHIMIQUE			43	42	97.7%
BACCALAURÉAT EN GÉNIE CIVIL	1	0	34	33	94.3%
BACCALAURÉAT EN GÉNIE ÉLECTRIQUE	2	2	79	69	87.7%
BACCALAURÉAT EN GÉNIE MÉCANIQUE	1	1	91	89	97.8%
BACCALAURÉAT EN GÉNIE INFORMATIQUE	5	5	76	71	93.8%
SCIENCES HUMAINES					
BACCALAURÉAT EN ÉCONOMIQUE	6	0	20	11	42.3%
BACCALAURÉAT EN ÉTUDES ANGLAISES	1	0	2	1	33.3%
BACCALAURÉAT EN GÉOGRAPHIE	9	3	12	7	47.6%
BACCALAURÉAT EN GÉOGRAPHIE PHYSIQUE	3	2	3	3	83.3%
BACCALAURÉAT EN COMMUNICATION, RÉDACTION ET MULTIMÉDIA	15	4	56	17	29.6%
ÉDUCATION					
BACCALAURÉAT EN INFORMATION ET ORIENTATION PROFESSIONNELLE	25	13			52.0%
ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE					
BACCALAURÉAT EN KINÉSIOLOGIE	46	45			97.8%

L'automne dernier, la FEUS a demandé au Bureau de la registraire d'obtenir le taux de diplomation des finissants en régime coopératif de l'année 2003-2004 (Tableau 1.)

Comment, avec les seules données préparées par le SSP disponibles, pourrions-nous expliquer qu'au cours de l'année 2003-2004, le taux de diplômes attribués avec la mention « régime coopératif » de la Faculté d'administration et de la Faculté des sciences ne dépasse pas 80 %, et qu'il est d'environ 94 % pour la Faculté de génie, où les stages sont obligatoires à la formation. Notons toutefois que certains étudiants bien informés et bien orientés choisissent, dès l'inscription, de ne pas s'inscrire au régime coopératif et donc que ces données ne représentent pas nécessairement le taux d'abandon du régime

⁵ Source : Bureau de la registraire, automne 2004.

coopératif. Outre ce choix personnel, certains sont aussi confrontés à une réalité inattendue, celle d'être inscrits dans un programme où le régime coopératif est conditionnel à un excellent dossier académique. Il serait alors intéressant que le SSP, tout comme les étudiants et les départements, connaissent les véritables données d'abandons pour ainsi mieux identifier quels programmes présentent des lacunes au niveau de l'abandon au régime coopératif.

Le taux de placement élevé que le Service des stages et du placement (SSP) diffuse, contribue à créer des attentes irréalistes pour les étudiants. Avec toute la publicité qui se fait, c'est l'une des seules statistiques connue de tous et il en découle une insatisfaction et une incompréhension, surtout lorsque l'étudiant n'est pas affecté à un stage. Se sentant ainsi forcé de s'en remettre au régime régulier, cet étudiant sera fort possiblement au prise avec une baisse d'estime de lui-même. Pire encore, cette incompréhension cause souvent un très haut niveau de stress, et plus la session avance, plus ce stress se transforme en haine envers le SSP, ce qui n'aide en rien l'image du SSP auprès des étudiants. À l'automne 2004, la Fédération étudiante a consulté ses membres sur l'ensemble du campus sur divers sujets. Nous avons pu remarquer qu'une proportion considérable, soit 24 %⁶ d'étudiants au régime coopératif affirment avoir été peu ou pas du tout informés par rapport au fonctionnement du stage, avant son premier stage. Toutefois, pour les étudiants au régime régulier qui ont des stages obligatoires à leur formation, pour la plupart en éducation, cette proportion passe à 18 %⁷. Il serait intéressant que les stages offerts par le SSP soient aussi bien encadrés que ceux offerts par la Faculté d'éducation, où l'information semble circuler davantage, notamment parce que c'est la faculté qui coordonne les activités de stages.

En formulant des attentes réalistes, c'est-à-dire en ne laissant pas croire aux étudiants que tout est facile, en informant davantage les étudiants de ce qui les attend et en préparant davantage les étudiants à effectuer des démarches personnelles et aux sessions entrevues, le SSP aiderait les étudiants à valoriser leurs expériences de stage et à demeurer actifs au régime coopératif. Ainsi :

Recommandation s'adressant à l'Université de Sherbrooke :

La FEUS demande à l'Université d'informer davantage et le plus tôt possible les étudiants au sujet des efforts qu'ils auront à fournir et à leur donner les aides nécessaires pour obtenir un stage correspondant à leurs attentes.

⁶ Précision de $\pm 10\%$ 19 fois sur 20.

⁷ Précision de $\pm 7\%$ 19 fois sur 20.

4. DÉMARCHES PERSONNELLES ET FRAIS ADMINISTRATIFS

Dans sa brochure publicitaire du « régime coopératif », l'Université affirme que : « L'étudiante ou l'étudiant peut aussi entreprendre des démarches personnelles pour trouver un stage. Dans ce cas, l'Université de Sherbrooke lui assure le support nécessaire à un résultat favorable. »⁸. Quiconque s'étant déjà retrouvé dans cette situation pourra malheureusement affirmer le contraire.

Les étudiants qui tentent d'obtenir un stage dans leur domaine par des démarches personnelles se rendent vite compte de la lourdeur administrative qui entoure une telle démarche. D'abord, l'étudiant doit trouver et connaître le règlement 5.3.2 - Recherche de stages, des règles relatives au régime coopératif qui mentionne que : « L'étudiante ou l'étudiant qui souhaite communiquer directement avec une entreprise en vue d'obtenir un stage doit, au préalable, recevoir l'autorisation du Service des stages et du placement. [...] Un stage obtenu à la suite de telles démarches pourra être approuvé par le Service des stages et du placement à condition que l'étudiante ou l'étudiant lui (SSP) fournisse, avant le début de la période des entrevues (15 octobre, 15 février, 15 juin), la description et la confirmation du stage signées par une personne responsable de l'entreprise. » Il est à noter que le règlement cité ci-haut est fondé sur un principe gagnant-gagnant qui satisfait à la fois les employeurs et les étudiants. En analysant cette règle, il est évident que l'étudiante ou l'étudiant en question, à moins de bien connaître les rouages de l'administration universitaire, n'aura que très peu de chances de fournir ces éléments dans les délais prévus.

De plus, l'étudiant, qui est pourtant la raison d'être du Service des stages et du placement, n'est pas traité de la même façon que les entreprises. En effet, s'il est permis à une entreprise de retirer une offre de stage en tout temps, même après qu'un étudiant ait été choisi, un étudiant, même s'il a manifesté dès le départ son intention de faire des recherches personnelles, ne peut se retirer du processus d'entrevues une fois qu'il est commencé. Si nous comprenons l'importance d'assurer à chaque entreprise que l'étudiant qu'elle convoite sera disponible à la période d'entrevues et d'éviter un maraudage qui viendrait contrecarrer le processus de sélection des étudiants, cette méthode a pour effet négatif le fait que les étudiants qui font des démarches personnelles se retrouvent prisonniers d'un ensemble de règles très rigides qui sont souvent incompatibles avec la gestion des stages pratiquée dans plusieurs entreprises. Plusieurs étudiants qui avaient reçu des réponses très positives de l'endroit qu'ils avaient choisi, mais dont la réponse finale allait venir après la date limite durent abandonner leurs démarches personnelles. Afin de solutionner ce problème, nous suggérons qu'un étudiant puisse apporter au SSP une preuve du sérieux de l'employeur visé à son égard et puisse profiter d'un sursis par rapport à la date limite. Cela pourrait se faire en permettant à un tel étudiant de se retirer après la date limite ou en ajoutant tout simplement le stage trouvé par démarches personnelles à tous les autres stages dans son dossier étudiant, ce qui lui permettrait de coter sur ce stage en même temps que sur les autres.

⁸ Source : Bureau de la registraire, Service des communications.

Il ne serait pas étonnant de montrer qu'en adoptant des mesures favorisant la recherche d'un stage par des démarches personnelles, la banque de stages offerts aux étudiants se développerait davantage, et ainsi, les étudiants bénéficieraient d'un plus grand nombre d'offres répondant à leurs attentes. Plusieurs insatisfactions quant aux démarches personnelles ont été exprimées de la part des étudiants. Mentionnons entre autres le refus de certaines démarches en raison du délai : l'étudiant ne peut en aucun cas faire des démarches personnelles après ces délais, et ce, jusqu'à ce que la deuxième phase de placement recommence. Certains étudiants perdent alors une bonne occasion de se trouver un stage qui les intéresse, et le SSP manque une occasion de développer des relations à long terme pour offrir des stages correspondant aux attentes des étudiants. Du côté du SSP, on nous dit que ces cas sont exceptionnels et qu'ils sont traités un à un de manière indépendante. Ce qui est néanmoins déplorable, c'est que la plupart du temps, lorsqu'un étudiant tente de faire valoir un point à l'encontre de cette règle, le « cas par cas » n'est pas appliqué et c'est la règle générale qui prime, même si la démarche est déjà bien enclenchée par l'étudiant.

De plus, les universitaires québécois accusant un retard en matière d'entrepreneuriat vis-à-vis leur compatriotes canadiens, il est grand temps de développer chez nos étudiants cet esprit d'autonomie et de responsabilisation face à la recherche et la création d'emploi.

Afin de créer un incitatif à la recherche personnelle de stage :

Recommandation s'adressant au Service des stages et du placement

La FEUS demande au SSP de tout mettre en œuvre afin de faciliter les démarches personnelles de recherche de stage en accordant un délai supplémentaire à tout étudiant qui apporterait une preuve du sérieux de sa démarche personnelle.

5. LA COOPÉRATION : UNE INCONTOURNABLE

Un baccalauréat est généralement un diplôme permettant à l'étudiant de se diriger vers le marché du travail. De plus, si un étudiant quitte le collège pour entrer à l'université, c'est parce qu'il attend de cette dernière une formation de qualité répondant à ses besoins spécifiques de formation. Ainsi, les stages coopératifs à l'Université de Sherbrooke sont sans aucun doute un excellent moyen pour atteindre de tels objectifs. La problématique est que bien que le Service des stages et du placement semble au courant des insatisfactions qui habitent les étudiants, aucune structure n'est en place pour leur permettre d'assurer une qualité des stages et des services toujours croissante. En fait, le lien de communication entre le SSP, les départements et les étudiants est presque inexistant. Un avis du sous-comité du conseil universitaire (CCU) émis en juin 2004 évaluant la qualité et la pertinence du baccalauréat en administration des affaires démontre que plusieurs étudiants sont insatisfaits quant au mode de gestion du Service des stages et du placement. Afin d'améliorer la qualité des stages, les étudiants et le comité chargé de cet avis suggèrent une collaboration entre les facultés (et ses départements) et le Service des stages et du placement. Ainsi, les objectifs académiques

des programmes et les attentes pratiques des employeurs pourraient se rejoindre, sans toutefois risquer de *vendre* les programmes aux entreprises. De plus, ces derniers suggèrent d'instaurer un programme de mentorat qui aurait pour but de créer des liens entre les anciens étudiants, le marché du travail et les étudiants actuels. Il est évident que le manque de communication et de coopération en ce moment est source de maintes déceptions et incompréhensions.

Afin que l'ensemble de ces intervenants travaillent ensemble pour améliorer la cohésion entre la formation pratique offerte et la formation théorique visée :

Recommandation s'adressant aux associations étudiantes :

La FEUS demande aux représentants des associations étudiantes facultaires d'entretenir des liens étroits avec le SSP, notamment par le biais du comité d'orientation et du comité des usagères et des usagers.

Recommandation s'adressant aux facultés :

La FEUS demande aux facultés et aux départements de programmes d'entretenir des liens étroits avec les étudiants et le Service des stages et du placement.

Recommandation s'adressant au Service des stages et du placement :

La FEUS recommande au SSP de s'impliquer davantage dans la communauté universitaire et d'assister activement aux comités relatifs à l'enseignement de premier cycle (CEPCE) et tout autre comité jugé pertinent.

6. DIFFICULTÉS D'ADAPTATION OU MAUVAISE ORIENTATION

Une réalité est qu'à l'Université de Sherbrooke, près de trois étudiants sur quatre ne sont pas originaires de Sherbrooke. Lorsque ceux-ci s'inscrivent à l'Université de Sherbrooke dans un programme offrant les deux régimes, les étudiants sont parfois mal orientés, croyant que le régime coopératif leur convient totalement, alors que ce n'est pas nécessairement le cas et ce, pour toutes sortes de motifs. La problématique que nous tentons d'expliquer ici consiste en celle de ces étudiants qui changent de programme au cours de leurs études. Des plaintes ont été formulées à la protectrice des droits des étudiantes et des étudiants, Mme Binette, à l'effet d'étudiants qui quittent le programme, voire même l'Université pour étudier dans un autre domaine, mais doivent tout de même payer la totalité des frais d'inscription à un stage.⁹ Mais, il n'y a pas que les étudiants qui changent de programme que cela affecte, mais aussi ceux qui quittent simplement le régime coopératif pour le régime régulier. Qu'il s'agisse de difficultés au niveau du logement, des finances ou de toutes autres contraintes personnelles, fondées ou non, il est inconcevable qu'un étudiant ne voulant pas, ou pire, ne pouvant pas poursuivre de stages à la session suivante en paie les frais.

Nous ne croyons pas qu'il soit préférable pour qui que ce soit, tant pour l'employeur que pour la réputation du SSP, d'obliger un étudiant qui n'en a pas envie de poursuivre l'un des stages qui lui est offert. Souvent, même si les offres semblent adéquates au jugement des coordonnateurs, il peut en être autrement au jugement de l'étudiant. En effet, après avoir assisté aux entrevues, il se peut qu'un étudiant change d'idée face au cheminement qui lui est proposé. Il serait même préférable dans ce cas, de diriger l'étudiant vers un conseiller en orientation afin de déceler les raisons du manque de motivation face à l'emploi si ces dernières ne sont pas identifiées par l'étudiant, car il est fort possible que l'étudiant ne se sente simplement pas prêt à travailler dans son domaine. Il ne s'agit pas ici de trouver absolument un stage à cet étudiant, mais simplement de le laisser poursuivre ses études au régime régulier. Ainsi :

Recommandation s'adressant au Service des stages et du placement :

La FEUS demande au SSP de laisser à l'étudiant qui désire se désister de la procédure de placement après les entrevues la possibilité de le faire sans aucune pénalité financière.

⁹ Source : Rapport annuel de la protectrice des droits des étudiantes et des étudiants 2003-2004

7. AGENCEMENT DES SESSIONS

À l'exception des programmes de génie, la plupart des programmes sont offerts selon les deux régimes d'études. Dans certains cas, la faculté ou le département offre la possibilité à l'étudiant de suivre des cours pendant les sessions d'automne et d'hiver et ainsi terminer son baccalauréat dans le temps requis, mais il arrive dans certains programmes que l'agencement des cours ne puisse permettre à l'étudiant de terminer son baccalauréat à l'intérieur d'un délai de trois ou quatre ans avec des sessions d'automne et d'hiver seulement. C'est le cas des programmes de baccalauréats en géomatique, imagerie et médias numériques, mathématiques, physique et peut-être d'autres dont le cheminement n'est pas clairement expliqué dans l'*Annuaire général de l'Université de Sherbrooke*. Dans les faits, dans chacun de ces programmes, l'étudiant qui n'est pas inscrit au régime coopératif doit tout de même se soumettre à au moins une session d'été, ce qui peut occasionner des difficultés financières ou d'adaptations imprévues.

Toutefois, nous pouvons comprendre que dans certains de ces programmes, cet état de fait est dû au nombre insuffisant d'inscriptions qui ne permet pas d'offrir un nombre acceptable de cours à ceux qui choisissent le régime régulier. Dans un tel cas, nous croyons que chaque étudiant devrait être mis au courant dès l'envoi de son formulaire d'inscription que l'agencement de ses sessions ne suivra pas un cours régulier, mais bien un cours similaire au régime coopératif, ce qui veut dire qu'il aura à suivre une session d'été.

Recommandation s'adressant aux facultés :

La FEUS demande aux facultés qu'aucun cheminement de programme de baccalauréat au régime régulier n'oblige les étudiants à suivre une session universitaire d'été. Dans l'impossibilité d'effectuer cette modification, la FEUS demande aux facultés de clairement informer les étudiants que le cheminement régulier comporte une session d'été.

8. ÉVALUATION DES COORDONNATEURS ET COORDONNATRICES

Les coordonnateurs et les coordonnatrices du SSP constituent le lien principal, et bien souvent le seul lien, entre l'étudiant et le SSP. C'est pourquoi la moindre erreur d'un coordonnateur peut entraîner de très graves répercussions sur l'image que l'étudiant aura du SSP et sur l'appréciation de son stage, car celui-ci se retrouve souvent très loin de l'Université et a l'impression de n'avoir aucun autre moyen de faire connaître son problème. Afin de permettre aux étudiants de faire connaître leur appréciation de leur coordonnateur et afin de permettre aux coordonnateurs de connaître leurs points forts et leurs points à améliorer, la FEUS suggère que soit instauré un système d'évaluation des coordonnateurs et des coordonnatrices. Le contenu du questionnaire et les modalités d'évaluation pourraient très bien être mis en place à partir du comité des usagers et des usagères du Service des stages et du placement (CUUSSP) par exemple. La FEUS croit que le système se doit de préserver l'anonymat des répondants, et que chaque nouveau coordonnateur devra être testé. La FEUS croit également qu'il est primordial que les

étudiants sachent qu'il existe un système qui leur permet de transmettre leurs insatisfactions sans nécessairement passer par une plainte officielle.

Recommandation s'adressant au Service des stages et du placement :

La FEUS demande au SSP de mettre en place, avec l'aide des associations étudiantes, un système d'évaluation des coordonnateurs et des coordonnatrices et que ce système se doit de préserver l'anonymat des répondants.

9. STAGES À L'ÉTRANGER

Nous définissons un stage à l'étranger comme étant un stage qui se tient en dehors du Québec. Le nombre de stages à l'étranger offerts par le SSP a beaucoup augmenté depuis quelques années, comme en font foi la hausse du nombre de demandes de bourses au fonds Paul Desmarais entre autres. Toutefois, le SSP mentionnait lui-même lors de la réunion du CUUSSP que beaucoup de stages à l'étranger ne trouvent pas preneur¹⁰. Il existe de nombreuses raisons à ce problème, et l'une d'entre elles est la complexité de l'organisation d'un tel stage. Il est en effet beaucoup plus compliqué de déménager de Sherbrooke à Paris que de Sherbrooke à Montréal. De nombreux étudiants nous ont fait part de la difficulté qu'ils ont eue à trouver toutes les informations nécessaires par rapport à l'obtention des documents nécessaires pour travailler à l'étranger. De plus, il existe de nombreux moyens financiers afin d'aider les étudiants qui choisissent un stage à l'étranger, mais de nombreux étudiants ignorent l'existence de telles formes d'aide.

Afin de rassurer les étudiants qui veulent faire un stage à l'étranger et ainsi augmenter le taux d'acceptation des stages à l'étranger :

Recommandation s'adressant au Service des stages et du placement :

La FEUS demande au SSP de pouvoir aider chaque étudiant dans la demande du passeport, du visa et de tout autre document nécessaire au bon déroulement d'un stage à l'étranger.

La FEUS demande au SSP d'informer les étudiants dès les rencontres préparatoires de l'existence des stages à l'étranger et du fait que le SSP facilite l'obtention d'un stage à l'étranger en orientant l'étudiant vers les aides techniques et financières indispensables au bon déroulement du stage.

¹⁰ Source : Rapport de la 3^e réunion du CUU 13 octobre 2004 rédigé par Pierre-Luc Ally

CONCLUSION

Depuis quelques années, la FEUS et l'Université ont mené des études afin d'aider le Service des stages et du placement à améliorer les services offerts aux étudiants. En 1996, la FEUS dénotait des lacunes qui perdurent encore aujourd'hui, en particulier, que la majorité des étudiants croyaient que les stages étaient garantis dès l'inscription. Aussi, nous recommandions de rapprocher les composantes pédagogiques et professionnelles, d'élaborer une politique de frais de stage afin de favoriser les étudiants qui se placent eux-mêmes et d'informer les étudiants de la situation réelle du régime coopératif avant même leur inscription afin d'éviter leur désappointement. En l'an 2000, l'étude du Groupe Mallette Maheu émettait également une série de recommandations au SSP visant notamment à assouplir la règle des deux stages, assurer la concordance entre l'offre de stage et les tâches réelles confiées aux stagiaires, en mettant en place une procédure de vérification des offres de stage, et proposait de mettre en place un programme d'évaluation des stages selon leur contenu et l'encadrement offert. Aussi, il recommandait aux facultés de faire contribuer le corps professoral à l'élaboration du cadre du rapport de stage des étudiants. Nous sommes heureux de voir que des avancements ont contribué à maintenir la position de l'Université de Sherbrooke comme la pionnière des stages coopératifs au Canada, mais toutefois, nous demeurons inquiets de l'avenir de la qualité des stages et de la formation offerts par les programmes de baccalauréat en régime coopératif.

La FEUS tient à remercier le Service des stages et du placement pour le travail qui a été fait ces dernières années. Particulièrement, l'informatisation du système a probablement réussi à réduire le mécontentement des étudiants, moyen de communication prioritaire aujourd'hui qu'il faut continuer de développer, mais où l'information doit demeurer sans biais.

RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS

Recommandations s'adressant au Service des stages et du placement :

La FEUS demande au SSP d'informer davantage les employeurs qui veulent offrir des stages coopératifs qu'ils doivent accorder au stagiaire du temps sur ses heures de travail qui sera affecté à la rédaction du rapport de stage.

La FEUS demande aux coordonnatrices et aux coordonnateurs du Service des stages et du placement d'être plus vigilants lors de l'application de la règle des deux stages, en évitant à tout prix que des étudiants soient affectés deux fois aux mêmes tâches.

La FEUS demande au SSP de tout mettre en œuvre afin de faciliter les démarches personnelles de recherche de stage en accordant un délai supplémentaire à tout étudiant qui apporterait une preuve du sérieux de sa démarche personnelle.

La FEUS demande au SSP de laisser à l'étudiant qui désire se désister de la procédure de placement après les entrevues la possibilité de le faire sans aucune pénalité financière.

La FEUS recommande au SSP de s'impliquer davantage dans la communauté universitaire et d'assister activement aux comités relatifs à l'enseignement de premier cycle (CEPCE) et tout autre comité jugé pertinent.

La FEUS demande au SSP de mettre en place, avec l'aide des associations étudiantes, un système d'évaluation des coordonnateurs et des coordonnatrices et que ce système se doit de préserver l'anonymat des répondants.

La FEUS demande au SSP de pouvoir aider chaque étudiant dans la demande du passeport, du visa et de tout autre document nécessaire au bon déroulement d'un stage à l'étranger.

La FEUS demande au SSP d'informer les étudiants dès les rencontres préparatoires de l'existence des stages à l'étranger et du fait que le SSP facilite l'obtention d'un stage à l'étranger en orientant l'étudiant vers les aides techniques et financières indispensables au bon déroulement du stage.

Recommandation à l'Université de Sherbrooke :

La FEUS demande à l'Université d'informer davantage et le plus tôt possible les étudiants au sujet des efforts qu'ils auront à fournir et à leur donner les aides nécessaires pour avoir un stage correspondant à leurs attentes.

Recommandations aux facultés :

La FEUS demande aux facultés d'entretenir des liens étroits avec les étudiants et le Service des stages et du placement.

La FEUS demande aux facultés qu'aucun cheminement de programme de baccalauréat au régime régulier n'oblige les étudiants à suivre une session universitaire d'été. Dans l'impossibilité d'effectuer cette modification, la FEUS demande aux facultés de clairement informer les étudiants que le cheminement régulier comporte une session d'été.

Recommandation aux associations étudiantes :

La FEUS demande aux représentants des associations étudiantes facultaires d'entretenir des liens étroits avec le SSP, notamment par le biais du comité d'orientation et du comité des usagères et des usagers.